

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ, 29 ΔΕΚΕΜΒΡΙΟΥ 1980

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
297

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1103

Περὶ κυρώσεως τῆς εἰς Παρισίους τὴν 17ην Νοεμβρίου 1970 ὑπογραφείσης Διεθνοῦς Συμβάσεως ἀφορώσης εἰς τὰ ληπτέα μέτρα διὰ τὴν ἀπαγόρευσιν καὶ παρεμπόδισιν τῆς παρανόμου εἰσαγωγῆς, ἐξαγωγῆς καὶ μεταβιβάσεως τῆς κυριότητος τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ εἰς Παρισίους τὴν 17ην Νοεμβρίου 1970 ὑπογραφεῖσα Διεθνὴς Σύμβασις ἀφορῶσα εἰς τὰ ληπτέα μέτρα διὰ τὴν ἀπαγόρευσιν καὶ παρεμπόδισιν τῆς παρανόμου εἰσαγωγῆς, ἐξαγωγῆς καὶ μεταβιβάσεως τῆς κυριότητος τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν, τῆς ὁποίας τὸ κείμενον εἰς πρωτότυπον εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ εἰς μετάφρασιν εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἔχει ὡς ἀκολούθως:

Convention concernant les mesures a prendre pour interdire et empecher, l' importation, l' exportation et le transfert de propriété illicites des Biens Culturels.

La Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, réunie à Paris, du 12 octobre au 14 novembre 1970 en sa seizième session.

Rappelant l'importance des dispositions de la Déclaration des principes de la coopération culturelle internationale adoptée par la Conférence générale à sa quatorzième session.

Considérant que l'échange de biens culturels entre nations à des fins scientifiques, culturelles et éducatives approfondit la connaissance de la civilisation humaine, enrichit la vie culturelle de tous les peuples et fait naître le respect et l'estime mutuels entre les nations,

Considérant que les biens culturels sont un des éléments fondamentaux de la civilisation et de la culture des peuples, et qu'ils ne prennent leur valeur réelle que si leur origine, leur histoire et leur environnement sont connus avec la plus grande précision,

Considérant que chaque Etat a le devoir de protéger le patrimoine constitué par les biens culturels existant sur son territoire contre les dangers de vol, de fouilles clandestines et d'exportation illicite,

Considérant que, pour parer à ces dangers, il est indispensable que chaque Etat prenne davantage conscience des obligations morales touchant au respect de son patrimoine culturel comme de celui de toutes les nations,

Considérant que les musées, les bibliothèques et les archives, en tant qu'institutions culturelles, doivent veiller à ce que la constitution de leurs collections soit fondée sur des principes moraux universellement reconnus,

Considérant que l'importation, l'exportation et le transtert de propriété illicites des biens culturels entravent la compréhension mutuelle des nations que l'Unesco a le devoir de favoriser, entre autres en recommandant aux Etats intéressés des convention internationales à cet effet,

Considérant que, pour être efficace, la protection du partimoine culturel doit être organisée tant sur le plan national qu'international et exige une étroite collaboration entre les Etats,

Considérant que la Conférence générale de l'Unesco a déjà adopté, en 1964, une recommandation à cet effet,

Etant saisie de nouvelles propositions concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, question qui constitue le point 19 de l'ordre du jour de la session,

Après avoir décidé, lors de sa quinxième session, que cette question ferait l'objet d'une convention internationale, adopte, ce quatorzième jour de novembre 1970, la présente Convention.

Article premier

Aux fins de la présente Convention sont considérés comme biens culturels les biens qui, à titre religieux ou profane, sont désignés par chaque Etat comme étant d'importance pour l'archéologie, la préhistoire, l'histoire, la littérature, l'art ou la science, et qui appartiennent aux catégories ci-après :

(a) collections et spécimens rares de zoologie, de botanique, de minéralogie et d'anatomie; objets présentant un intérêt paléontologique ;

(b) les biens concernant l'histoire, y compris l'histoire des sciences et des techniques. l'histoire militaire et sociale ainsi que la vie des dirigeants, penseurs, savants

et artistes nationaux, et les événements d'importance nationale.

(c) le produit des fouilles archéologiques (régulières et clandestines) et des découvertes archéologiques :

(d) les éléments provenant du démembrement de monuments artistiques ou historiques et des sites archéologiques;

(e) objets d'antiquité ayant plus de cent ans d'âge, tels que inscriptions, monnaies et sceaux gravés;

(f) le matériel ethnologique ;

(g) les biens d'intérêt artistique tels que:

(i) tableaux, peintures et dessins faits entièrement à la main sur tout support et en toutes matières (à l'exclusion des dessins industriels et des articles manufacturés décorés à la main;

(ii) productions originales de l' art statuaire et de la sculpture, en toutes matières;

(iii) gravures, estampes et lithographics originales;

(iv) assemblages et montages artistiques originaux, en toutes matières;

(h) manuscrits rares et incunables, livres, documents et publications anciens d'intérêt spécial (historique, artistique, scientifique, littéraire, etc.) isolés ou en collections;

(i) timbres-poste, timbres fiscaux et analogues, isolés ou en collections;

(j) archives, y compris les archives phonographiques, photographiques et cinématographiques;

(k) objets d'ameublement ayant plus de cent ans d' âge et instruments de musique anciens.

Article 2

1. Les Etats parties à la présente Convention reconnaissent que l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels constituent l'une des causes principales de l'appauvrissement du patrimoine culturel des pays d'origine de ces biens, et qu'une collaboration internationale constitue l'un des moyens les plus efficaces de protéger leurs biens culturels respectifs contre tous les dangers qui en sont les conséquences.

2. A cette fin, les Etats parties s'engagent à combattre ces pratiques par les moyens dont ils disposent, notamment en supprimant leurs causes, en arrêtant leur cours et en aidant à effectuer les réparations qui s'imposent.

Article 3

Sont illicites l'importation. l'exportation et le transfert de propriété des biens culturels, effectués contrairement aux dispositions prises par les Etats parties en vertu de la présente Convention.

Article 4

Les Etats parties à la présente Convention reconnaissent qu'aux fins de ladite convention,/les biens culturels appartenant aux catégories ci-après font partie du patrimoine culturel de chaque Etat :

(a) biens culturels nés du génie individuel ou collectif de ressortissants de l'Etat considéré et biens culturels importants pour l'Etat considéré, créés sur le territoire de cet Etat par des ressortissants étrangers ou par des apatrides résidant sur ce territoire;

(b) biens culturels trouvés sur le territoire national;

(c) biens culturels acquis par des missions archéologiques, ethnologiques ou de sciences naturelles, avec le consentement des autorités compétentes du pays d'origine de ces biens;

(d) biens culturels ayant fait l'objet d'echanges librement consentis;

(e) biens culturels reçus à titre gratuit ou achetés légalement avec le consentement des autorités compétents du pays d'origine de ces biens.

Article 5

Afin d'assurer la protection de leurs biens culturels contre l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites, les Etats parties à la présente Convention s'engagent dans les conditions appropriées à chaque pays à instituer sur leur territoire, dans la mesure où ils n'existent pas déjà, un ou plusieurs services de protection du partimoine culturel dotés d'un personnel qualifié et en nombre suffisant pour assurer de manière efficace les fonctions énumérées ci-dessous :

(a) contribuer à l'élaboration des projets de textes législatifs et réglementaires en vue de permettre la protection du patrimoine culturel, et notamment la répression des importations, exportations et tranferts de propriété illicites des biens culturels importants;

(b) établir et tenir à jour, sur la base d'un inventaire national de protection, la liste des biens culturels importants, publics et prives, dont l'exportation constituerait un appauvrissement sensible du patrimoine culturel national;

(c) promouvoir le développement ou la création des institutions scientifiques et techniques (musées, bibliothèques, archives, laboratoires, ateliers, etc.) nécessaires pour assurer la conservation et la mise en valeur des biens culturels;

(d) organiser le contrôle des fouilles archéologiques, assurer la conservation «in situ» de certains biens culturels et protéger certaines zones réservées à des recherches archéologiques futures;

(e) établir, à l'intention des personnes intéressées (conservateurs, collectionneurs, antiquaires, etc.), des règles conformes aux principes éthiques formulés dans la présente Convention et veiller au respect de ces règles;

(f) exercer une action éducative afin d'éveiller et de développer le respect du partimoine culturel de tous les Etats et diffuser largement la connaissance des dispositions de la présente Convention;

(g) veiller à ce qu'une publicité appropriée soit donnée à tout cas de disparition d'un bien culturel.

Article 6

Les Etats parties à la présente Convention s'engagent:

(a) à instituer un certificat approprié par lequel l' Etat exportateur spécifierait que l'exportation du ou des biens culturels visés est autorisée par lui, ce certificat devant accompagner le ou les biens culturels reguliêrement exportés;

(b) à interdire la sortie de leur territoire des biens culturels non accompagnés du certificat d'exportation visé ci-dessus;

(c) à porter de façon appropriée cette inderdiction à la connaissance du public, et en particulier des personnes qui pourraient exporter ou importer des biens culturels.

Article 7

Les Etats parties à la présente Convention s'engagent:

(a) à prendre toutes les mesures nécessaires, conforformes à la législation nationale, pour empêcher l'acquisition, par les musées et autres institutions similaires situés sur leur territoire, de biens culturels en provenance d'un autre Etat partie à la Convention, biens qui auraient été exportés illicitement après l'entrée en vigueur de la Convention ; dans la mesure du possible, à informer l'Etat d'origine, partie à la présente Convention, des offres de tels biens culturels sortis illicitement du terri-

toire de cet Etat après l'entrée en vigueur de la présente Convention, à l'égard des deux Etats en cause:

(b) (i) à interdire l'importation des biens culturels volés dans un musée ou un monument public civil ou religieux, ou une institution similaire, situés sur le territoire d'un autre Etat partie à la présente Convention après l'entrée en vigueur de celle-ci à l'égard des Etats en question, à condition qu'il soit prouvé que ce ou ces biens font partie de l'inventaire be cette institution;

(ii) à prendre des mesures appropriées pour saisir et restituer à la requête de l'Etat d'origine partie à la Convention tout bien culturel ainsi volé et importé après l'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard des deux Etats concernés, à condition que l'Etat requérant verse une indemnité équitable à la personne qui est acquéreur de bonne foi ou qui détient légalement la propriété de ce bien. Les requêtes de saisie et de restitution doivent être adressées à l'Etat requis par la voie diplomatique. L'Etat requérant est tenu de fournir, à ses frais, tout moyen de preuve nécessaire pour justifier sa requête de saisie et de restitution. Les Etats parties s'abstiennent de frapper de droirs de douane ou d'autres charges les biens culturels restitués en conformité avec le présent article. Toutes les dépenses afférentes à la restitution du ou des biens culturels en question sont à la charge de l'Etat requérant.

Article 8

Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à frapper de sanctions pénales ou administratives toute personne responsable d'une infraction aux interdictions prévues aux articles 6 (b) et 7 (b) ci-dessus.

Article 9

Tout Etat partie à la présente Convention et dont le partimoine culturel est mis en danger par certains pillages archéologiques ou ethnologiques peut faire appel aux Etats qui sont concernés. Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à participer à toute opération internationale concertée dans ces circonstances, en vue de déterminer et d'appliquer les mesures concrètes nécessaires, y compris le contrôle de l'exportation, de l'importation et du commerce international des biens culturels spécifiques concernés. En attendant un accord, chaque Etat concerné prendra, dans la mesure du possible, des dispositions provisoires pour prévenir un dommage irrémédiable au patrimoine culturel de l'Etat demandeur.

Article 10

Les Etats parties à la présente Convention s'engagent :

(a) à restreindre par l'éducation, l'information et la vigilance, les transferst de biens culturels illégalement enlevés de tout Etat partie à la présente Convention et, dans les conditions appropriées à chaque pays, à obliger, sous peine de sanctions pénales ou administratives, les antiquaires à tenir un registre mentionnant la provenance de chanque bien culturel, le nom et l'adresse du fournisseur, la description et le prix de chaque bien vendu, ainsi qu'à informer l'acheteur du bien culturel de l'interdiction d'exportation dont ce bien peut être l'objet ;

(b) à s'efforcer, par l'éducation, de créer et de développer dans le public le sentiment de la valeur des biens culturels et du danger que le vol, les fuilles clandestines et les exportations illicites représentent pour le partimoine culturel.

Article 11

Sont considérés comme illicites l'exportation et le transfert de propriété forcés de biens culturels résultant directement ou indirectement de l'occupation d'un pays par une puissance étrangère.

Article 12

Les Etats parties à la présente Convention respecteront le partimoine culturel dans les territoires dont ils assurent les relations internationales et prendront les mesures appropriées pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels dans ces territoires.

Article 13

Les Etats parties à la présente Convention s'engagent par ailleurs dans le cadre de la législation de chaque Etat :

(a) à empêcher, par tous moyens appropriés, les transferts de propriété de biens culturels tendant à favoriser l'importation ou l'exportation illicites de ces biens :

(b) à faire en sorte que leurs services compétents collaborent en vue de faciliter la restitution, à qui de droit, dans les délais les plus rapides des biens culturels exportés illicitement;

(c) à admettre une action de revendication de biens culturels perdus ou volés exercée par le proprietaire légitime ou en son nom ;

(d) à reconnaître, en outre, le droit imprescriptible de chaque Etat partie à la présente Convention, de classer et déclarer inaliénables certains biens culturels qui, de ce fait, ne doivent pas être exportés, et à fàciliter la récupération par l'Etat intéressé de tels biens au cas où ils auraient été exportés.

Article 14

Pour prévenir les exportations illicites et faire face aux obligations qu'entraîne l'exécution des dispositions de la présente Convention, chaque Etat partie à ladite Convention devra, dans la mesure de ses moyens, doter les services nationaux de protection du patrimoine culturel d'un budget suffisant et, si nécessaire, pourra créer un fonds à cette fin.

Article 15

Rien, dans la présente Convention, n'empêche les Etats qui y sont parties de conclure entre eux des accords particuliers ou de poursuivre la mise à exécution des accords déjà conclus concernant la restitution de biens culturels sortis de leur territoire d'origine, pour quelque raison que ce soit, avant l'entrée en vigueur de la présente Convention pour les Etats intéressés.

Article 16

Les Etats parties à la présente Convention indiqueront dans des rapports périodiques qu'ils présenteront à la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, aux dates et sous la forme qu'elle déterminera, les dispositions législatives et réglementaires et les autres mesures qu'ils auront adoptées pour l'application de la présente Convention, ainsi que des précisions sur l'expérience qu'ils auront acquise dans ce domaine.

Article 17

1. Les Etats parties à la présente Convention peuvent faire appel au concours technique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, notamment en ce qui concerne :

(a) l'information et l'éducation ;
(b) la consultation et l'expertise ;
(c) la coordination et les bons offices.

2. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture peut, de sa propre initiative, entreprendre des recherches et publier des études sur les problèmes relatifs à la circulatution illicite des biens culturels.

3. A cette fin, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture peut également recourir à la coopération de toute organisation non gouvernementale compétente.

4. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture est habilitée à faire, de sa propre initiative, des propositions aux Etats parties en vue de la mise en oeuvre de la présente Convention.

5. A la demande d'au moins deux Etats parties à la présente Convention qu'oppose un différend relatif à la mise en oeuvre de celle-ci, l'Unesco peut offrir ses bons offices afin d'arriver à un accord entre eux.

Article 18

La présente Convention est établie en anglais, en espagnol, en français et en russe, les quatre textes faisant également foi.

Article 19

1. La présente Convention sera soumise à la ratification ou à l'acceptation des Etats membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

2. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Article 20

1. La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tout Etat non membre de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, invité à y adhérer par le Conseil exécutif de l'Organisation.

2. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Article 21

La présente Convention entrera en vigueur trois mois après la date de dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, mais uniquement à l'égard des Etats qui auront déposé leurs instruments respectifs de ratification, d'adceptation ou d'adhésion à cette date ou antérieurement. Elle entrera en vigueur pour chaque autre Etat trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion.

Article 22

Les Etats parties à la présente Convention reconnaissent que celle-ci est applicable non seulement à leurs territoires métropolitains mais aussi aux territoires dont ils assurent les relations internationales ; ils s'engagent à consulter, si nécessaire, les gouvernements ou autres autorités compétentes desdits territoires, au moment de la ratification, de l'acceptation ou de l'adhésion, ou auparavant, en vue d'obtenir l'application de la Convention à ces territoires, ainsi qu'à notifier au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, les territoires auxquels la Convention s'appliquera, cette ratification devant prendre effet trois mois après la date de sa réception.

Article 23

1. Chacun des Etats parties à la présente Convention aura la faculté de dénoncer la présente Convention en son nom propre ou au nom de tout territoir dont il assure les relations internationales.

2. La dénonciation sera notifiée par un instrumen écrit déposé auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

3. La dénonciation prendra effet douze mois après réception de l'instrument de dénonciation.

Article 24

Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture informera les Etats membres de l'Organisation, les Etats non membres visés à l'article 20, ainsi que l'Organisation des Nations Unies, du dépôt de tous les instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion mentionnés aux articles 19 et 20, de même que des notifications et dénonciations respectivement prévues aux articles 22 et 23.

Article 25

1. La présente Convention pourra être révisée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. La révision ne liera cependant que les Etats qui deviendront parties à la Convention portant révision.

2. Au cas où la Conférence générale adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente Convention, et à moins que la nouvelle convention n'en dispose autrement, la présente Convention cesserait d'être ouverte à la ratification, à l'acceptation ou à l'adhésion, à partir de la date d'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision.

Article 26

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Fait à Paris, ce dix-septième jour de novembre 1970, en deux exemplaires authentiques portant la signature du Président de la Conférence générale, réunie en sa seizième session, et du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, qui seront déposés dans les archives de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, et dont des copies certifiées conformes seront remises à tous les Etats visés aux articles 19 et 20 ainsi qu'à l'Organisation des Nations Unies.

Le texte qui précède est le texte authentique de la Convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à sa seizième session, qui s'est tenue à Paris et qui a été déclarée close le quatorzième jour de novembre 1970.

EN FOI DE QUOI ont apposé leur signature, ce dix-septième jour de novembre 1970.

ΣΥΜΒΑΣΙΣ

Ἀφορῶσα εἰς τὰ ληφθησόμενα μέτρα διὰ τὴν ἀπαγόρευσιν καὶ παρεμπόδισιν τῆς παρανόμου εἰσαγωγῆς, ἐξαγωγῆς καὶ μεταβιβάσεως κυριότητος τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν.

Ἡ Γενικὴ Διάσκεψις τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρ-

φωσιν, συνελθοῦσα ἐν Παρισίοις, ἀπὸ 12 Ὀκτωβρίου μέχρι 14 Νοεμβρίου 1970 εἰς τὴν δεκάτην ἕκτην σύνοδόν της,

Ὑπομιμνήσκουσα τὴν σημασίαν τῶν διατάξεων τῆς Διακηρύξεως τῶν Ἀρχῶν τῆς Διεθνοῦς Πολιτιστικῆς Συμπράξεως, ἡ ὁποία ἐγένετο δεκτὴ ὑπὸ τῆς Γενικῆς Διασκέψεως κατὰ τὴν δεκάτην τετάρτην σύνοδόν της.

Θεωροῦσα ὅτι ἡ ἀνταλλαγὴ πολιτιστικῶν ἀγαθῶν μεταξὺ ἐθνῶν δι' ἐπιστημονικούς, πολιτιστικοὺς καὶ ἐκπαιδευτικοὺς σκοποὺς προάγει τὴν γνῶσιν τοῦ ἀνθρωπίνου πολιτισμοῦ, ἐμπλουτίζει τὴν πολιτιστικὴν ζωὴν ὅλων τῶν λαῶν καὶ γεννᾶ τὸν ἀμοιβαῖον σεβασμὸν καὶ ἐκτίμησιν μεταξὺ τῶν ἐθνῶν.

Θεωροῦσα ὅτι τὰ πολιτιστικὰ ἀγαθὰ ἀποτελοῦν βασικὸν στοιχεῖον τοῦ πολιτισμοῦ καὶ τῆς πνευματικῆς καλλιεργείας τῶν λαῶν καὶ ὅτι ἀποκτοῦν τὴν πραγματικὴ τους ἀξίαν μόνον ὅταν ἡ προέλευσίς των, ἡ ἱστορία των καὶ τὸ περιβάλλον των καθίστανται γνωστὰ μὲ τὴν μεγαλυτέραν ἀκρίβειαν,

Θεωροῦσα ὅτι ἕκαστον Κράτος ἔχει τὸ καθῆκον νὰ προστατεύῃ τὴν κληρονομίαν τὴν ἀπαρτιζομένην ἀπὸ τὰ εἰς τὸ ἔδαφός του ὑφιστάμενα πολιτιστικὰ ἀγαθὰ κατὰ τῶν κινδύνων κλοπῆς, λαθραίων ἀνασκαφῶν καὶ παρανόμου ἐξαγωγῆς,

Θεωροῦσα ὅτι, διὰ νὰ ἀποτραποῦν οἱ ἐν λόγῳ κίνδυνοι, εἶναι ἀπαραίτητον κάθε Κράτος νὰ συνειδητοποιήσῃ περισσότερον τὰς ἠθικὰς ὑποχρεώσεις τοῦ σεβασμοῦ τῆς πολιτιστικῆς κληρονομίας αὐτοῦ καὶ τῶν ἄλλων ἐθνῶν,

Θεωροῦσα ὅτι τὰ μουσεῖα, αἱ βιβλιοθῆκαι καὶ τὰ ἀρχεῖα ὡς πολιτιστικὰ Ἱδρύματα, πρέπει νὰ ἐξασφαλίζουν ὅπως ἡ συγκρότησις τῶν συλλογῶν τους βασίζεται ἐπὶ ἠθικῶν ἀρχῶν παγκοσμίως ἀνεγνωρισμένων,

Θεωροῦσα ὅτι ἡ παράνομος εἰσαγωγή, ἐξαγωγὴ καὶ μεταβίβασις τῆς κυριότητος τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν παρεμποδίζει τὴν ἀμοιβαίαν κατανόησιν μεταξὺ τῶν ἐθνῶν, τὴν ὁποίαν ἡ Οὐνέσκο ἔχει καθῆκον νὰ εὐνοῇ συνιστῶσα, μεταξὺ ἄλλων, εἰς τὰ ἐνδιαφερόμενα Κράτη τὴν σύναψιν διεθνῶν συμβάσεων πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτόν,

Θεωροῦσα ὅτι διὰ νὰ εἶναι ἀποτελεσματικὴ αὐτὴ ἡ προστασία τῆς πολιτιστικῆς κληρονομίας δέον νὰ εἶναι ὀργανωμένη τόσον ἐπὶ τοῦ ἐθνικοῦ ὅσον καὶ ἐπὶ τοῦ διεθνοῦς ἐπιπέδου, ἀπαιτεῖ στενὴν συνεργασίαν μεταξὺ τῶν Κρατῶν,

Θεωροῦσα ὅτι ἡ Γενικὴ Διάσκεψις τῆς Οὐνέσκο ἔκαμε δεκτὴν ἤδη, κατὰ τὸ 1964, Σύστασιν πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτόν,

Ἔχουσα ὑπ' ὄψει τὰς νέας προτάσεις αἱ ὁποῖαι ὑπεβλήθησαν εἰς αὐτὴν καὶ ἀφοροῦν εἰς τὴν λῆψιν μέτρων διὰ τὴν ἀπαγόρευσιν καὶ παρεμπόδισιν τῆς παρανόμου εἰσαγωγῆς, ἐξαγωγῆς καὶ μεταβιβάσεως τῆς κυριότητος τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν, ζητήματος ὅπερ συνιστᾶ τὸ ὑπ' ἀριθ. 19 θέμα τῆς ἡμερησίας διατάξεως τῆς συνόδου,

Ἔχουσα ἀποφασίσει, κατὰ τὴν δεκάτην πέμπτην σύνοδόν της, ὅτι τὸ θέμα αὐτὸ θὰ ἀπετέλει τὸ ἀντικείμενον διεθνοῦς συμβάσεως,

Κάνει δεκτὴν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, σήμερον δεκάτην τετάρτην Νοεμβρίου 1970.

Ἄρθρον 1.

Διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμβάσεως θεωροῦνται ὡς «πολιτιστικὰ ἀγαθὰ» ἐκεῖνα τὰ ὁποῖα, θρησκευτικὰ ἢ κοσμικά, καθορίζονται ὑφ' ἑνὸς ἑκάστου τῶν Κρατῶν ὡς ἔχοντα σπουδαιότητα διὰ τὴν ἀρχαιολογίαν, τὴν προϊστορίαν, τὴν ἱστορίαν, τὴν φιλολογίαν, τὴν τέχνην ἢ τὴν ἐπιστήμην καὶ τὰ ὁποῖα ἀνήκουν εἰς τὰς ἀκολούθους κατηγορίας:

α) συλλογαὶ καὶ σπάνια δείγματα ζωολογίας, βοτανικῆς, ὀρυκτολογίας καὶ ἀνατομίας, καὶ ἀντικείμενα τὰ ὁποῖα παρουσιάζουν παλαιοντολογικὸν ἐνδιαφέρον·

β) ἀγαθὰ ἀφορῶντα εἰς τὴν ἱστορίαν, συμπεριλαμβανομένης τῆς ἱστορίας τῶν ἐπιστημῶν καὶ τεχνολογίας, καὶ τὴν στρατιωτικὴν καὶ τὴν κοινωνικὴν ἱστορίαν, καθὼς καὶ εἰς τὴν ζωὴν τῶν ἐθνικῶν ἡγετῶν, διανοουμένων, ἐπιστημόνων καὶ καλλιτεχνῶν καὶ εἰς τὰ ἐθνικῆς σημασίας γεγονότα.

γ) εὑρήματα ἀρχαιολογικῶν ἀνασκαφῶν (περιλαμβανομένων τῶν κανονικῶν καὶ λαθραίων) ἢ ἀρχαιολογικῶν ἀνακαλύψεων·

δ) στοιχεῖα προερχόμενα ἐκ τοῦ διαμελισμοῦ καλλιτεχνικῶν ἢ ἱστορικῶν μνημείων ἢ ἀρχαιολογικῶν χώρων·

ε) ἀρχαιολογικὰ ἀντικείμενα χρονολογούμενα ἀπὸ ἑκατὸν καὶ πλέον ἐτῶν, ὡς ἐπιγραφαί, νομίσματα καὶ ἐγχάρακτοι σφραγῖδες·

στ) ἀντικείμενα ἐθνολογικοῦ ἐνδιαφέροντος·

ζ) ἀγαθὰ καλλιτεχνικοῦ ἐνδιαφέροντος ὡς:

ι) πίνακες, ζωγραφικαὶ παραστάσεις καὶ σχέδια ἐξ ὁλοκλήρου χειροποίητα ἐφ' οἱουδήποτε ὑποστηρίγματος καὶ ἐξ οἱασδήποτε ὕλης (ἀποκλειομένων τῶν βιομηχανικῶν σχεδίων καὶ τῶν εἰδῶν χειροτεχνίας τῶν διὰ χειρὸς διακεκοσμημένων)·

ιι) πρωτότυπα προϊόντα ἀγαλματοποιίας καὶ γλυπτικῆς ἐξ οἱασδήποτε ὕλης·

ιιι) πρωτότυπα ἔργα χαρακτικῆς, ἀποτυπωμάτων καὶ λιθογραφίας·

ιν) πρωτότυπα καλλιτεχνικὰ σύνολα καὶ καλλιτεχνικαὶ συναρμολογήσεις ἐκ πάσης ὕλης·

η) σπάνια χειρόγραφα καὶ ἀρχέτυπα, παλαιὰ βιβλία, ἔγγραφα καὶ ἐκδόσεις εἰδικοῦ ἐνδιαφέροντος (ἱστορικοῦ, καλλιτεχνικοῦ, ἐπιστημονικοῦ, φιλολογικοῦ κλπ.) εἴτε μεμονωμένα εἴτε εἰς συλλογάς·

θ) γραμματόσημα, χαρτόσημα καὶ παρόμοια, μεμονωμένα ἢ εἰς συλλογάς·

ι) ἀρχεῖα, περιλαμβανομένων τῶν φωνογραφικῶν, φωτογραφικῶν καὶ κινηματογραφικῶν ἀρχείων·

κ) ἀντικείμενα ἐπιπλώσεως χρονολογούμενα ἀπὸ ἑκατὸν καὶ πλέον ἐτῶν καὶ ἀρχαῖα μουσικὰ ὄργανα.

Ἄρθρον 2.

1. Τὰ Κράτη Μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως ἀναγνωρίζουν ὅτι, ἡ παράνομος εἰσαγωγή, ἐξαγωγὴ καὶ μεταβίβασις τῆς κυριότητος τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν συνιστοῦν μίαν ἐκ τῶν κυρίων αἰτιῶν αἱ ὁποῖαι καθιστοῦν πτωχοτέραν τὴν πολιτιστικὴν κληρονομίαν τῶν χωρῶν προελεύσεως τῶν ἀγαθῶν αὐτῶν, καὶ ὅτι ἡ διεθνὴς συνεργασία συνιστᾶ ἕνα ἐκ τῶν πλέον ἀποτελεσματικῶν μέσων προστασίας τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν ἑκάστης χώρας ἔναντι ὅλων τῶν ἀναφυομένων κινδύνων.

2. Πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτὸν τὰ Κράτη - Μέλη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ καταπολεμήσουν τὰς ἐνεργείας αὐτὰς διὰ τῶν μέσων τὰ ὁποῖα διαθέτουν, ἰδίᾳ δέ, διὰ τῆς ἐξαλείψεως τῶν αἰτιῶν τους, διὰ τῆς ἀναστολῆς τῆς προωθήσεώς των καὶ διὰ τῆς συμβολῆς εἰς τὴν πραγματοποίησιν τῶν ἀναγκαίων ἐπανορθώσεων.

Ἄρθρον 3.

Εἶναι παράνομοι ἡ εἰσαγωγή, ἐξαγωγὴ ἢ μεταβίβασις τῆς κυριότητος τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν, αἱ πραγματοποιούμεναι κατ' ἀντίθεσιν πρὸς τὰς διατάξεις τὰς θεσπισθείσας ὑπὸ τῶν Κρατῶν Μελῶν δυνάμει τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 4.

Τὰ Κράτη Μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως ἀναγνωρίζουν ὅτι διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς Συμβάσεως, ἀγαθὰ τὰ ὁποῖα περιλαμβάνονται εἰς τὰς ἀκολούθους κατηγορίας ἀποτελοῦν τμῆμα τῆς πολιτιστικῆς κληρονομίας ἑκάστου Κράτους:

α) πολιτιστικὰ ἀγαθὰ προϊόντα τῆς ἀτομικῆς ἢ συλλογικῆς ἰδιοφυίας ὑπηκόων τοῦ περὶ οὗ πρόκειται Κράτους καὶ πολιτιστικὰ ἀγαθὰ σημαντικὰ διὰ τὸ ἐν λόγῳ Κράτος δημιουργηθέντα ἐντὸς τῆς ἐπικρατείας του, παρ' ἀλλοδαπῶν ὑπηκόων ἢ παρ' ἀπατρίδων διαμενόντων ἐντὸς τῆς ἐπικρατείας ταύτης·

β) πολιτιστικὰ ἀγαθὰ εὑρεθέντα ἐντὸς τοῦ ἐθνικοῦ ἐδάφους·

γ) πολιτιστικὰ ἀγαθὰ κτηθέντα ἀπὸ ἀποστολὰς ἀρχαιολογικάς, ἐθνολογικὰς ἢ φυσικῶν ἐπιστημῶν, τῇ συναινέσει τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῆς χώρας προελεύσεως τῶν ἀγαθῶν αὐτῶν·

δ) πολιτιστικά άγαθά άποτελέσαντα άντικείμενον έλευθέρως συναφθεισών άνταλλαγών·

ε) πολιτιστικά άγαθά κτηθέντα δωρεάν ή άγορασθέντα νομίμως τῇ συναινέσει τών άρμοδίων άρχών τής χώρας προελεύσεως τών άγαθών αύτών.

Ἄρθρον 5.

Διά νά έξασφαλισθῇ ή προστασία τών πολιτιστικών τους άγαθών έναντι τής παρανόμου είσαγωγής, έξαγωγής καί μεταβιβάσεως τής κυριότητος, τά Κράτη Μέλη τής παρούσης Συμβάσεως άναλαμβάνουν τήν ύποχρέωσιν, συμφώνως πρός τάς προσιδιαζούσας είς έκάστην χώραν συνθήκας, νά ίδρύσουν είς τήν έπικράτειάν των μίαν ή περισσοτέρας ύπηρεσίας, όπου δέν ύπάρχουν ήδη, διά τήν προστασίαν τής πολιτιστικής κληρονομίας, έφωδιασμένας μέ τό κατάλληλον προσωπικόν καί είς έπαρκή άριθμόν ώστε νά διασφαλίζωνται κατ' άποτελεσματικόν τρόπον αί κατωτέρω άπαριθμούμεναι λειτουργίαι:

α) συμβολή είς τήν έπεξεργασίαν τών σχεδίων νομοθετικών καί κανονιστικών κειμένων, τών άποβλεπόντων είς τήν προστασίαν τής πολιτιστικής κληρονομίας καί είδικώς είς τήν περιστολήν τών παρανόμων είσαγωγών, έξαγωγών καί μεταβιβάσεων κυριότητος σημαντικών πολιτιστικών άγαθών·

β) κατάρτισις καί ένημέρωσις, έπί τῇ βάσει έθνικής άπογραφής τών προστατευομένων άγαθών, ένός καταλόγου τών σημαντικών πολιτιστικών άγαθών δημοσίων καί ίδιωτικών τών όποίων ή έξαγωγή θά καθίστα αίσθητώς πτωχοτέραν τήν έθνικήν πολιτιστικήν κληρονομίαν·

γ) προαγωγή τής άναπτύξεως ή τής δημιουργίας έπιστημονικών καί τεχνικών ίδρυμάτων (μουσείων, βιβλιοθηκών, άρχείων, χημείων, έργαστηρίων...) άναγκαία διά τήν έξασφάλισιν τής διατηρήσεως καί άξιοποιήσεως τών πολιτιστικών άγαθών·

δ) όργάνωσις τού έλέγχου τών άρχαιολογικών άνασκαφών, έξασφάλισις τής διατηρήσεως «έντός ώρισμένου χώρου» ώρισμένων πολιτιστικών άγαθών καί προστασία ώρισμένων περιοχών αί όποίαι προορίζονται διά μελλοντικάς άρχαιολογικάς άνασκαφάς·

ε) θέσπισις, πρός όφελος τών ένδιαφερομένων (έπιμελητών, συλλογέων, άρχαιοπωλών κλπ.), κανόνων συμφώνως πρός τάς ήθικάς άρχάς τάς διατυπωμένας είς τήν παρούσαν Σύμβασιν καί έπαγρύπνησις διά τήν τήρησιν αύτών τών κανόνων·

στ) λήψις έκπαιδευτικών μέτρων διά τήν άφύπνισιν καί άνάπτυξιν τού σεβασμού τής πολιτιστικής κληρονομίας όλων τών Κρατών καί διάδοσις ώστε νά καταστούν εύρέως γνωσταί αί διατάξεις τής παρούσης Συμβάσεως·

ζ) μέριμνα ώστε νά δίδεται προσιδιάζουσα δημοσιότης είς έκάστην περίπτωσιν έξαφανίσεως οίουδήποτε πολιτιστικού άγαθού.

Ἄρθρον 6.

Τά Κράτη Μέλη τής παρούσης Συμβάσεως άναλαμβάνουν τήν ύποχρέωσιν:

α) νά έκδίδουν είδικόν πιστοποιητικόν, είς τό όποίον τό Κράτος έξαγωγεύς θά καθορίζῃ ότι ή έξαγωγή τών περί ών πρόκειται πολιτιστικών άγαθών έπιτρέπεται· τό πιστοποιητικόν τούτο θά πρέπει νά συνοδεύῃ όλα τά κανονικώς έξαγόμενα πολιτιστικά άγαθά·

β) νά άπαγορεύουν τήν έκ τού έδάφους των έξοδον τών πολιτιστικών άγαθών τά όποία τυχόν δέν συνοδεύονται ύπό τού ώς άνω άναφερομένου πιστοποιητικού έξαγωγής·

γ) νά καθιστούν καταλλήλως γνωστήν είς τό κοινόν τήν άπαγόρευσιν αύτήν καί ίδιαιτέρως μεταξύ τών προσώπων τά όποία πιθανώς είσάγουν ή έξάγουν πολιτιστικά άγαθά.

Ἄρθρον 7.

Τά Κράτη Μέλη τής παρούσης Συμβάσεως άναλαμβάνουν τήν ύποχρέωσιν:

α) νά λαμβάνουν πάντα τά άπαιτούμενα μέτρα, συμφώνως πρός τήν έθνικήν νομοθεσίαν, διά νά έμποδίζουν τήν άπόκτησιν ύπό τών μουσείων καί άλλων παρομοίων ίδρυμάτων κειμένων είς τήν έπικράτειάν τους, πολιτιστικών άγαθών προερχομένων έξ άλλου Κράτους Μέλους τής Συμβάσεως, άγαθών τά όποία έχουν έξαχθῆ παρανόμως μετά τήν θέσιν έν ίσχύι τής παρούσης Συμβάσεως· νά πληροφορούν έν ῷ μέτρῳ τούτο είναι δυνατόν, τό Κράτος προελεύσεως, Μέλος τής παρούσης Συμβάσεως, διά τάς προσφοράς τοιούτων πολιτιστικών άγαθών έξελθόντων παρανόμως τής έπικρατείας τού Κράτους τούτου, μετά τήν θέσιν έν ίσχύι τής παρούσης Συμβάσεως είς τά Κράτη αύτά·

β) (ι) νά άπαγορεύουν τήν είσαγωγήν πολιτιστικών άγαθών κλαπέντων έξ ένός μουσείου ή ένός θρησκευτικού ή δημοσίου μνημείου ή παρομοίου ίδρύματος, εύρισκομένων είς τήν έπικράτειαν ένός άλλου Κράτους Μέλους τής παρούσης Συμβάσεως, μετά τήν θέσιν έν ίσχύι τής παρούσης Συμβάσεως είς τά περί ών πρόκειται Κράτη, ύπό τήν προϋπόθεσιν, ότι είναι άποδεδειγμένον ότι τά πολιτιστικά αύτά άγαθά άποτελούν τμήμα τής άπογραφής τού έν λόγῳ ίδρύματος·

(ιι) νά λαμβάνουν τά κατάλληλα μέτρα διά τήν κατάσχεσιν καί άπόδοσιν, τῇ αίτήσει τού Κράτους Μέλους προελεύσεως τού άγαθού, παντός πολιτιστικού άγαθού ούτω κλαπέντος καί είσαχθέντος, μετά τήν θέσιν έν ίσχύι τής παρούσης Συμβάσεως είς τά δύο άναφερόμενα Κράτη, ύπό τόν όρον ότι τό άπαιτούν Κράτος θά καταβάλῃ δικαίαν άποζημίωσιν είς τόν καλῇ τῇ πίστει άποκτήσαντα ή είς τόν νομίμως έχοντα κυριότητα έπί τού πράγματος. Αί αίτήσεις κατασχέσεως καί άποδόσεως όφείλουν νά άπευθύνωνται πρός τό κατέχον τό άγαθόν Κράτος διά τής διπλωματικής όδού. Τό αίτούν Κράτος όφείλει νά παρέχῃ ίδίοις έξόδοις, πάν μέσον άναγκαίας άποδείξεως, ίνα αίτιολογῇ τήν αίτησίν του περί κατασχέσεως καί άποδόσεως. Τά Κράτη Μέλη άπέχουν τής έπιβολής τελωνειακών δασμών ή άλλων βαρών έπί τών άποδιδομένων συμφώνως τῷ παρόντι άρθρῳ πολιτιστικών άγαθών. Όλαι αί άπαιτούμεναι διά τήν άπόδοσιν τών έν λόγῳ πολιτιστικών άγαθών δαπάναι, έπιβαρύνουν τό αίτούν Κράτος.

Ἄρθρον 8.

Τά Κράτη Μέλη τής παρούσης Συμβάσεως ύποχρεούνται νά πατάσσουν διά ποινικών ή διοικητικών κυρώσεων πάν άτομον ύπεύθυνον παραβάσεως τών είς τά ώς άνω άρθρα 6 (β) καί 7(β), προβλεπομένων άπαγορεύσεων.

Ἄρθρον 9.

Πάν Κράτος Μέλος τής παρούσης Συμβάσεως τού όποίου ή πολιτιστική κληρονομία εύρίσκεται έν κινδύνῳ συνεπείᾳ ώρισμένων άρχαιολογικών ή έθνολογικών διαρπαγών, δύναται νά άπευθύνῃ έκκλησιν πρός άλλα Κράτη Μέλη. Τά Κράτη Μέλη τής παρούσης Συμβάσεως ύποχρεούνται νά συμμετέχουν είς πάσαν διεθνή έπιχείρησιν συμφωνουμένην ύπό τάς έν λόγῳ συνθήκας, διά νά άποσαφηνισθούν καί έφαρμοσθούν τά άπαραίτητα διά τήν συγκεκριμένην περίπτωσιν μέτρα, περιλαμβανομένου καί τού έλέγχου τής έξαγωγής, είσαγωγής καί τού διεθνούς έμπορίου τών περί ών πρόκειται πολιτιστικών άγαθών. Έν άναμονῇ συνάψεως συμφωνίας έκαστον Κράτος, θά λαμβάνῃ έν τῷ μέτρῳ τού δυνατού, προσωρινά μέτρα πρός άποτροπήν άνεπανορθώτου βλάβης τής πολιτιστικής κληρονομίας τού αίτούντος Κράτους.

Ἄρθρον 10.

Τά Κράτη Μέλη τής παρούσης Συμβάσεως άναλαμβάνουν τήν ύποχρέωσιν:

α) νά περιορίζουν διά τής έκπαιδεύσεως, τής πληροφορήσεως καί τής έπαγρυπνήσεως, τάς μετακινήσεις τών παρανόμως άφαιρεθέντων πολιτιστικών άγαθών, έξ οίουδήποτε Κράτους Μέλους τής παρούσης Συμβάσεως καί, συμφώνως πρός τάς ίδιαζούσας είς έκαστον κράτος συνθήκας, νά ύποχρεώνουν, έπί ποινῇ έπιβολής ποινικών ή διοικητικών κυρώσεων, τούς άρχαιοπώλας όπως τηρούν βιβλίον είς τό όποίον θά άναφέρωνται ή προέλευσις έκάστου πολιτιστικού άγαθού, τό όνομα καί ή διεύθυνσις τού προμηθευτού, ή περιγραφή καί ή τιμή έκάστου πωληθέντος άγαθού, καθώς καί νά

πληροφοροῦν τὸν ἀγοραστὴν τοῦ πολιτιστικοῦ αὐτοῦ ἀγαθοῦ διὰ τὴν ἀπαγόρευσιν ἐξαγωγῆς, τῆς ὁποίας τὸ ἀγαθὸν τοῦτο δύναται νὰ ἀποτελῇ ἀντικείμενον.

β) νὰ προσπαθοῦν διὰ τῆς ἐκπαιδεύσεως νὰ δημιουργοῦν καὶ νὰ ἀναπτύσσουν εἰς τὸ κοινὸν τὸ αἴσθημα τῆς ἀξίας τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν καὶ τοῦ κινδύνου, τὸν ὁποῖον ἡ κλοπή, αἱ λαθραῖαι ἀνασκαφαὶ καὶ αἱ παράνομοι ἐξαγωγαὶ ἀντιπροσωπεύουν διὰ τὴν πολιτιστικὴν κληρονομίαν.

Ἄρθρον 11.

Θεωροῦνται ὡς παράνομοι αἱ διὰ τῆς βίας ἐξαγωγὴ καὶ μεταβίβασις κυριότητος τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν, αἱ γενόμεναι ἀμέσως ἢ ἐμμέσως διὰ τῆς κατοχῆς χώρας τινὸς ὑπὸ ξένης δυνάμεως.

Ἄρθρον 12.

Τὰ Κράτη Μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως θὰ σέβωνται τὴν πολιτιστικὴν κληρονομίαν εἰς τὰ ἐδάφη τῶν ὁποίων διασφαλίζουν τὰς διεθνεῖς σχέσεις καὶ θὰ λαμβάνουν τὰ κατάλληλα μέτρα διὰ νὰ ἀπαγορεύουν καὶ ἐμποδίζουν τὴν παράνομον εἰσαγωγήν, ἐξαγωγὴν καὶ μεταβίβασιν κυριότητος τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν εἰς τὰ ἐν λόγῳ ἐδάφη.

Ἄρθρον 13.

Τὰ Κράτη Μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως ἀναλαμβάνουν ἐπίσης τὴν ὑποχρέωσιν, ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς νομοθεσίας ἑκάστου Κράτους:

α) νὰ ἐμποδίζουν δι' ὅλων τῶν προσηκόντων μέτρων, τὰς μεταβιβάσεις κυριότητος πολιτιστικῶν ἀγαθῶν αἱ ὁποῖαι τείνουν εἰς τὸ νὰ εὐνοήσουν τὴν παράνομον εἰσαγωγὴν ἢ ἐξαγωγὴν τῶν ἐν λόγῳ ἀγαθῶν.

β) νὰ ἐξασφαλίζουν τὴν συνεργασίαν τῶν ἁρμοδίων ὑπηρεσιῶν τους πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως διευκολύνεται ἡ εἰς τὸν ἔχοντα νόμιμον δικαίωμα ἀπόδοσις τῶν παρανόμως ἐξαχθέντων πολιτιστικῶν ἀγαθῶν, ἐντὸς τῶν συντομωτέρων προθεσμιῶν.

γ) νὰ δέχωνται ἀγωγὰς διεκδικήσεως τῶν ἀπωλεσθέντων ἢ κλαπέντων πολιτιστικῶν ἀγαθῶν, ἀσκουμένας ὑπὸ τοῦ νομίμου κυρίου ἢ ἐν ὀνόματί του.

δ) νὰ ἀναγνωρίζουν τὸ ἀπαράγραπτον δικαίωμα ἑκάστου Κράτους Μέλους τῆς παρούσης Συμβάσεως νὰ κατατάσσῃ καὶ κηρύττῃ ἀναπαλλοτρίωτα ὡρισμένα πολιτιστικὰ ἀγαθά, τὰ ὁποῖα, ὡς ἐκ τούτου δὲν πρέπει νὰ ἐξάγωνται, καὶ νὰ διευκολύνῃ τὴν ἐκ μέρους τοῦ ἐνδιαφερομένου Κράτους ἀνάκτησιν τοιούτων ἀγαθῶν εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν θὰ εἶχον ταῦτα ἐξαχθῆ.

Ἄρθρον 14.

Διὰ νὰ προληφθοῦν αἱ παράνομοι ἐξαγωγαὶ καὶ νὰ ἀντιμετωπισθοῦν αἱ ὑποχρεώσεις τὰς ὁποίας συνεπάγεται ἡ ἐκτέλεσις τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἕκαστον Κράτος Μέλος τῆς Συμβάσεως θὰ πρέπει ἐν τῷ μέτρῳ τῶν δυνάμεών του, νὰ προικοδοτήσῃ τὰς ἐθνικὰς ὑπηρεσίας προστασίας τῆς πολιτιστικῆς κληρονομίας μὲ ἐπαρκῆ προϋπολογισμὸν καὶ ἐὰν παρίσταται ἀνάγκη, θὰ δύναται νὰ δημιουργήσῃ κεφάλαιον πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτόν.

Ἄρθρον 15.

Οὐδὲν εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἐμποδίζει τὰ Κράτη Μέλη νὰ συνάψουν μεταξύ των ἰδιαιτέρας συμφωνίας ἢ νὰ συνεχίσουν τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἤδη συναφθεισῶν συμφωνιῶν αἱ ὁποῖαι ἀφοροῦν εἰς τὴν ἀπόδοσιν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν ἐξαχθέντων ἐκ τοῦ ἐδάφους προελεύσεώς των, δι' οἱονδήποτε λόγον, πρὸ τῆς θέσεως ἐν ἰσχύι τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὰ ἐνδιαφερόμενα Κράτη.

Ἄρθρον 16.

Τὰ Κράτη Μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως θὰ ἀναφέρουν εἰς τὰς περιοδικὰς ἐκθέσεις τὰς ὁποίας θὰ ὑποβάλλουν εἰς τὴν Γενικὴν Διάσκεψιν τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν, κατὰ τὰς ἡμερομηνίας καὶ ὑπὸ τὴν μορφὴν τὰς ὁποίας αὐτὴ ἤθελε καθορίσει, τὰς νομοθετικὰς καὶ κανονιστικὰς διατάξεις καὶ τὰ ἄλλα μέτρα, τὰ ὁποῖα θὰ ἔχουν υἱοθετήσει διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως καθὼς καὶ διευκρινήσεις ὡς πρὸς τὴν πεῖραν τὴν ὁποίαν θὰ ἔχουν ἀποκτήσει εἰς τὸν τομέα αὐτόν.

Ἄρθρον 17.

1. Τὰ Κράτη Μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως δύνανται νὰ ἐπικαλεσθοῦν τὴν τεχνικὴν βοήθειαν τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν, συγκεκριμένως ὡς πρὸς ὅ,τι ἀφορᾷ εἰς:

α) τὴν πληροφόρησιν καὶ τὴν ἐκπαίδευσιν.

β) τὴν λῆψιν συμβουλῶν καὶ τὴν πραγματογνωμοσύνην.

γ) τὸν συντονισμὸν καὶ τὰς καλὰς ὑπηρεσίας.

2. Ἡ Ὀργάνωσις τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν δύναται, τῇ ἰδίᾳ πρωτοβουλίᾳ, νὰ ἀναλαμβάνῃ ἐρεύνας καὶ νὰ δημοσιεύῃ μελέτας ἐπὶ τῶν προβλημάτων τῶν σχετικῶν μὲ τὴν παράνομον κυκλοφορίαν τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν.

3. Πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτόν, ἡ Ὀργάνωσις τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν δύναται ἐπίσης νὰ προσφεύγῃ εἰς τὴν συνεργασίαν μεθ' οἱασδήποτε ἁρμοδίας μὴ κυβερνητικῆς ὀργανώσεως.

4. Ἡ Ὀργάνωσις τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν ἐξουσιοδοτεῖται ὅπως, τῇ ἰδίᾳ πρωτοβουλίᾳ, διατυπώνῃ πρὸς τὰ Κράτη Μέλη προτάσεις διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως.

5. Τῇ αἰτήσει δύο τοὐλάχιστον Κρατῶν Μελῶν τῆς παρούσης Συμβάσεως, τὰ ὁποῖα χωρίζει διαφορὰ σχετικὴ μὲ τὴν ἐφαρμογήν της, ἡ UNESCO δύναται νὰ προσφέρῃ τὰς καλάς της ὑπηρεσίας διὰ νὰ ἐπιτευχθῇ συμφωνία μεταξύ τους.

Ἄρθρον 18.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις ἔχει διατυπωθῆ εἰς τὴν Ἀγγλικήν, τὴν Ἰσπανικήν, τὴν Γαλλικὴν καὶ τὴν Ρωσσικὴν γλῶσσαν, τῶν τεσσάρων κειμένων ἐχόντων τὴν αὐτὴν ἀποδεικτικὴν ἰσχύν.

Ἄρθρον 19.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ὑποβληθῆ εἰς τὴν ἐπικύρωσιν ἢ τὴν ἀποδοχὴν τῶν Κρατῶν Μελῶν τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν, συμφώνως πρὸς τὰς ἀντιστοίχους συνταγματικάς των διαδικασίας.

2. Τὰ ὄργανα ἐπικυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς θὰ κατατεθοῦν παρὰ τῷ Γενικῷ Διευθυντῇ τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν.

Ἄρθρον 20.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις εἶναι ἀνοικτὴ εἰς τὴν προσχώρησιν παντὸς Κράτους μὴ μέλους τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν, καλούμενον ὅπως προσχωρήσῃ ὑπὸ τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Συμβουλίου τῆς Ὀργανώσεως.

2. Ἡ προσχώρησις θὰ γίνῃ διὰ τῆς καταθέσεως ὀργάνου προσχωρήσεως παρὰ τῷ Γενικῷ Διευθυντῇ τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν.

Ἄρθρον 21.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύι τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν καταθέσεως τοῦ τρίτου ὀργάνου ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως, ἀλλὰ μόνον διὰ τὰ Κράτη τὰ ὁποῖα θὰ ἔχουν καταθέσει τὰ ἀντίστοιχα ὄργανά των ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην ἢ προγενεστέρως. Διὰ πᾶν ἕτερον Κράτος θὰ ἰσχύῃ τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ὀργάνου του ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως.

Ἄρθρον 22.

Τὰ Κράτη Μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως ἀναγνωρίζουν ὅτι αὕτη εἶναι ἐφαρμόσιμος ὄχι μόνον ἐπὶ τῶν μητροπολιτικῶν ἐδαφῶν, ἀλλὰ ἐπίσης καὶ ἐπὶ ὅλων τῶν ἐδαφῶν τῶν ὁποίων διασφαλίζουν τὰς διεθνεῖς σχέσεις· ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ συμβουλεύωνται, ἐὰν τοῦτο εἶναι ἀναγκαῖον, τὰς κυβερνήσεις ἢ ἄλλας ἁρμοδίας ἀρχὰς τῶν ὡς ἄνω ἐδαφῶν κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως, ἢ πρὸ ταύτης, ἐπὶ τῷ σκοπῷ ὅπως ἐφαρμοσθῇ ἡ Σύμβασις ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν τούτων, καθὼς καὶ νὰ γνωστοποιοῦν εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν, τὰ ἐδάφη ἐκεῖνα εἰς τὰ ὁποῖα ἡ Συνθήκη θὰ ἐφαρμοσθῇ, τῆς ἐπικυρώσεως ταύτης ἐχούσης ἰσχὺν τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν λήψεώς της.

Ἄρθρον 23.

1. Ἕκαστον Κράτος Μέλος τῆς παρούσης Συμβάσεως θὰ ἔχῃ τὴν εὐχέρειαν νὰ καταγγείλῃ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἰδίῳ ὀνόματι ἢ ἐξ ὀνόματος οἱουδήποτε ἐδάφους τοῦ ὁποίου διασφαλίζει τὰς διεθνεῖς σχέσεις.

2. Ἡ καταγγελία θὰ κοινοποιῆται δι' ἐγγράφου κατατιθεμένου παρὰ τῷ Γενικῷ Διευθυντῇ τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν.

3. Ἡ καταγγελία θὰ καθίσταται ἐνεργὸς δώδεκα μῆνας μετὰ τὴν λῆψιν τοῦ ἐγγράφου καταγγελίας.

Ἄρθρον 24.

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν θὰ πληροφορῇ τὰ Κράτη Μέλη τῆς Ὀργανώσεως, τὰ Κράτη μὴ μέλη τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὸ ἄρθρον 20, καθὼς καὶ τὴν Ὀργάνωσιν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, περὶ τῆς καταθέσεως ὅλων τῶν ὀργάνων κυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως τῶν μνημονευομένων εἰς τὰ ἄρθρα 19 καὶ 20, καθὼς καὶ περὶ τῶν κοινοποιήσεων καὶ καταγγελιῶν τῶν προβλεπομένων ἀντιστοίχως εἰς τὰ ἄρθρα 22 καὶ 23.

Ἄρθρον 25.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ δύναται νὰ ἀναθεωρηθῇ ὑπὸ τῆς Γενικῆς Διασκέψεως τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴ Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν. Ἡ ἀναθεώρησις αὕτη θὰ δεσμεύῃ ἐν τούτοις μόνον τὰ Κράτη τὰ ὁποῖα θὰ καταστοῦν μέλη τῆς ἀναθεωρημένης Συμβάσεως.

2. Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ Γενικὴ Διάσκεψις ἤθελεν υἱοθετήσει νέαν σύμβασιν ἐπιφέρουσαν ὁλικὴν ἢ μερικὴν ἀναθεώρησιν τῆς παρούσης Συμβάσεως, καὶ ἐκτὸς ἐὰν ἡ νέα σύμβασις ἤθελεν ἄλλως ὁρίζει, ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ παύῃ νὰ εἶναι ἀνοικτὴ εἰς τὴν κύρωσιν, ἀποδοχὴν ἢ προσχώρησιν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς θέσεως ἐν ἰσχύι τῆς νέας ἀναθεωρημένης συμβάσεως.

Ἄρθρον 26.

Συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 102 τοῦ Χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ καταχωρηθῇ εἰς τὴν Γραμματείαν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν τῇ αἰτήσει τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν.

Ἐγένετο ἐν Παρισίοις σήμερον δεκάτην ἑβδόμην ἡμέραν τοῦ Νοεμβρίου 1970, εἰς δύο αὐθεντικὰ ἀντίτυπα φέροντα τὴν ὑπογραφὴν τοῦ Προέδρου τῆς Γενικῆς Διασκέψεως συνελθούσης εἰς τὴν δεκάτην ἕκτην σύνοδόν της, καὶ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν, τὰ ὁποῖα θὰ κατατεθοῦν εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν καὶ τῶν ὁποίων ἀκριβῆ ἀντίγραφα θὰ δοθοῦν εἰς ὅλα τὰ Κράτη τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὰ ἄρθρα 19 καὶ 20, καθὼς καὶ εἰς τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη.

Τὸ ἀνωτέρω κείμενον εἶναι τὸ αὐθεντικὸν κείμενον τῆς Συμβάσεως δεόντως υἱοθετηθείσης ὑπὸ τῆς Γενικῆς Διασκέψεως τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν, κατὰ τὴν δεκάτην ἕκτην σύνοδόν της, ἥτις συνῆλθεν ἐν Παρισίοις καὶ ἐκηρύχθη τερματισθεῖσα τὴν δεκάτην τετάρτην ἡμέραν τοῦ Νοεμβρίου 1970.

Εἰς πίστωσιν ἀπέθεσαν τὴν ὑπογραφήν των, σήμερον δεκάτην ἑβδόμην ἡμέραν τοῦ Νοεμβρίου 1970.

Ὁ Πρόεδρος τῆς Γενικῆς Διασκέψεως
ATILIO DELL' ORO MAINI

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς
RENE MAHEU

Ὅ,τι ἀκριβὲς ἀντίγραφον

Παρίσιοι,

Διευθυντὴς τοῦ Γραφείου τῶν Διεθνῶν Κανόνων καὶ τῶν Δικαστικῶν Ὑποθέσεων τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν.

Ἄρθρον δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 19 Δεκεμβρίου 1980

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ — **ΚΩΝΣΤ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ**

ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΗΜΩΝ — **ΑΝΔΡΕΑΣ ΑΝΔΡΙΑΝΟΠΟΥΛΟΣ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 22 Δεκεμβρίου 1980

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝ. ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ